

TERMES DE RÉFÉRENCE

pour une consultance

ETUDE : ETAT DES LIEUX DES NORMES APPLICABLES, DES PRATIQUES EN COURS ET DES RISQUES SUR LA THEMATIQUE « MEDIAS ET PREVENTION DES CONFLITS »

Projet IMPACT « Implication des Media numériques pour une Prévention Active des Conflits et des Tensions »

1. INFORMATIONS GENERALES

Financé par l'Union Européenne, en appui aux gouvernements guinéen et ivoirien, et mis en œuvre par le consortium mené par Avocats Sans Frontières France, le projet d'Implication des Médias Numériques pour une Prévention Active des Conflits et des Tensions (IMPACT) vise à renforcer le rôle positif de la société civile, en particulier les médias numériques, en matière de prévention des conflits. Le projet IMPACT est le fruit d'une collaboration entre plusieurs organisations : deux structures françaises, Avocats Sans Frontières France (ASF France) et Danaïdes ; une plateforme panafricaine, AfricTivistes ; et deux associations nationales : l'Association des Blogueurs de Guinée (ABLOGUI) et le Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELCI).

L'objectif du projet est de contribuer à consolider une paix durable en Afrique de l'Ouest et plus spécifiquement, de renforcer le rôle positif de la société civile, dont les media numériques, en matière de prévention des conflits.

Les résultats à atteindre pour ce projet sont les suivants :

- R1 : Le rôle des médias dans le cadre de la couverture des conflits est analysé et des synergies transnationales sont créées pour soutenir l'échange et l'expérience
- R2 : Les capacités techniques des médias sont renforcées et ils sont dotés d'outils pour maximiser leur potentiel.
- R3 : Les médias et acteurs de la société civile sont mobilisés et s'engagent contre les discours haineux, l'incitation à la violence et la désinformation.

Le partage des bonnes pratiques et la comparaison d'approches sensiblement différentes entre les deux contextes, guinéen et ivoirien, inscrivent ainsi ce projet dans une dimension sous-régionale.

Pour atteindre ces résultats, ce projet multi-pays se basera sur une étude diagnostic, objet de la présente consultance, permettant aux médias de jouer un rôle positif dans la prévention des conflits.

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA CONSULTANCE

L'avènement des nouveaux systèmes d'information a engendré de profondes mutations dans le secteur des médias. L'utilisation d'internet et des nouveaux supports digitaux a permis l'éclosion de nombreux médias en ligne et des réseaux sociaux. Ces plateformes sont parfois des modes de transmission d'informations qui, bien qu'utiles, participent à véhiculer des informations trompeuses, surtout pendant des périodes sensibles. Une mauvaise utilisation de ces médias numériques peut ainsi conduire à la désinformation et la propagation de contenus haineux, qui alimentent les conflits.

Ces médias ne sont effectivement pas toujours conscients de la portée de leur action et du rôle qu'ils peuvent jouer, en matière de prévention des conflits. Parmi eux, certains ne sont pas toujours sensibilisés et formés aux règles déontologiques liées à la couverture de l'information, comme le sont parfois davantage les journalistes professionnels ou traditionnels. Ils ne sont pas toujours conscients des spécificités liées aux dynamiques de conflits et à l'importance d'une action éthique et responsable pour éviter un impact négatif et un envenimement de la situation.

Les crises affectant l'Afrique de l'Ouest, que ce soit le renversement du pouvoir en Guinée et au Burkina Faso, les manifestations post électorales en Côte d'Ivoire ou la pandémie de Covid-19, sont le parfait vivier de la désinformation. Celles-ci profitent parfois à une déstabilisation supplémentaire des sociétés dans lesquelles elles s'exercent, ces fakes news pesant sur des media dont la liberté peut déjà être bafouée.

Pourtant, face à la lutte contre la désinformation, il revient aux médias d'analyser leur rôle et leur positionnement ensemble, afin de favoriser l'auto-régulation. Des outils utilisés de façon collective et la mise en place de synergies permettraient la construction d'une stratégie commune. La nature des conflits étant multidimensionnelle, une stratégie globale basée sur la multiplicité des acteurs impliqués, dont ceux de la société civile, est essentielle. La société civile, et notamment les médias numériques, ont la capacité d'identifier plus rapidement les menaces et les tensions, de favoriser les représentations positives et l'engagement des citoyens.

C'est pourquoi, le consortium du projet IMPACT, appuyant les organisations de la société civile, particulièrement les médias numériques, a jugé utile de commanditer une étude, afin de mieux appréhender la problématique liée au rôle de ces médias dans la couverture et la prévention des conflits tout en formulant des stratégies pour une amélioration des pratiques en cours. C'est une approche par laquelle les acteurs des médias seront engagés dans une dynamique collective et interactive de réflexion, de recherche et de dialogue sur les contraintes liées à l'action des médias numériques et sur les moyens de les résoudre.

Une approche régionale Guinée-Côte d'Ivoire, du fait des problématiques communes aux deux pays, permettra une réponse globalement similaire sur l'amélioration du cadre protecteur des acteurs des médias, ainsi qu'une comparaison à visée descriptive et prescriptive, entre les avancées et les « bonnes pratiques » de chaque contexte.

3. OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS DE LA CONSULTANCE

L'objectif visé dans le cadre de cette étude est d'établir un diagnostic des textes en vigueur lié à la liberté d'expression, des pratiques en cours et des risques pour les médias numériques.

L'expertise indépendante et impartiale faite par une consultance permettra d'établir un état des lieux de la situation des médias, de leurs droits et pouvoirs, et d'identifier les meilleures pratiques en matière de lutte contre la haine en ligne et la désinformation au niveau régional. Cela permettra de créer par la suite une dynamique d'intervention efficace, et une concertation utile des acteurs, entre les deux pays.

De cet objectif général, se dégagent les objectifs spécifiques suivants :

- Définir le concept de « médias numériques » et ses acteurs de manière claire pour s'assurer que l'ensemble des parties prenantes aient une même compréhension
- Identifier et analyser les textes juridiques liés à la liberté d'expression des médias numériques
- Identifier et analyser les pratiques en cours, les abus et autres violations courantes ne permettant pas de garantir l'intervention des médias numériques (y compris les causes et conséquences) dont ils sont victimes ;
- Identifier et introduire avec les acteurs des médias numériques un modèle de dialogue inclusif et participatif favorable à la prévention des conflits ;

4. METHODOLOGIE

L'essentiel de la recherche sera consacré à mener une enquête sur le cadre politique existant et les pratiques juridiques en vigueur sur la situation des médias en Guinée et en Côte d'Ivoire, de leurs droits

et pouvoirs, ainsi que des risques qu'ils encourent, permettant de créer par la suite une dynamique d'intervention régionale efficace.

L'étude sera dominée par une recherche qualitative dont les phases successives sont les suivantes :

- 1- Analyse documentaire
- 2- Phase de collecte d'informations
- 3- Période de restitution
- 4- Phase de diffusion de l'étude

Il est attendu des soumissionnaires de proposer une méthodologie détaillée qui pourrait inclure d'autres volets méthodologiques.

5. LIVRABLES

Les livrables ci-après sont attendus :

- Une note d'orientation méthodologique décrivant la méthodologie qui sera mise en œuvre. Il s'y ajoute la présentation des outils et le planning de mise en œuvre avec une précision des dates clés ;
- Un recueil de textes ;
- Un rapport de synthèse des missions ;
- Un rapport provisoire ;
- Un rapport définitif, incluant des analyses pratiques.

6. PROFIL RECHERCHE

➤ Qualifications et compétences requises

- Chercheur, journaliste, acteurs des médias ;
- Titulaire d'un diplôme universitaire en relations internationales, analyse des médias, anthropologie, études africaines, résolution des conflits, etc.) ;
- Excellente maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint) et de messagerie les plus répandus ;
- Excellente maîtrise du français (lu, écrit, parlé) ;
- Excellentes capacités d'expression écrite et orale ;
- Excellentes capacités d'analyse, et de synthèse ;
- Bonnes techniques de communication.

➤ Qualités requises

- Grande aptitude au travail en équipe multiculturelle et multidisciplinaire, à la coordination, à la mise en relation et à l'animation ;
- Rigueur ;
- Sens de l'organisation ;
- Sens de la diplomatie ;
- Créativité ;
- Dynamisme.

➤ Expérience professionnelle

- Expérience professionnelle en tant que chercheur, consultant ou journaliste pour rédiger des analyses ou études en Afrique de l'Ouest.
- Connaissance des enjeux des médias dans la sous-région, et spécifiquement en Guinée ou en Côte d'Ivoire. Les profils ayant une expertise dans les deux pays seront favorisés.
- Expérience avec les OSC et la méthodologie participative souhaitable.
- Toute expertise supplémentaire sera valorisée.

7. LOGISTIQUE ET CALENDRIER

➤ Durée de la prestation

La date prévue pour le début de la prestation est fixée mi-juin 2022 pour une durée de 3 mois.

➤ **Matériel**

Aucun bien d'équipement ne sera fourni.

8. COMMENT POSTULER

Les candidat(e)s sont prié(e)s de soumettre les éléments suivants en langue française avant **le 25 mai 2022 12H GMT** à cdp.guinee@avocatssansfrontieres-france.org et projets@avocatssansfrontieres-france.org.

La candidature doit inclure :

- Un dossier personnel
- Une offre technique
- Une offre financière

8.1 Les éléments de dossiers personnels

- Une lettre de motivation (1 page maximum) ;
- Un CV détaillé mettant en lumière les expériences pertinentes ;
- Une copie d'un travail de recherche ou publication pertinent ;
- Les coordonnées de deux personnes de référence en relation avec des prestations comparables à celles décrites dans le présent dossier.

8.2 Offre technique

Une proposition technique et méthodologique montrant la bonne compréhension de l'offre de référence de la mission.

8.3 Offre financière

Une proposition financière (en euro) en incluant T.V.A. et taxes.

9. CRITERES DE SELECTION

Les offres seront étudiées selon les critères suivants :

- Profil sur base des critères détaillés ci-dessus (section « profil recherché ») ;
- Qualité de l'offre technique : pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux attentes d'ASFF détaillées ci-haut ;
- Qualité de l'offre financière : réalisme des coûts proposés, adéquation entre le budget et l'offre méthodologique

Les demandes incomplètes ne seront pas retenues